

Le programme à moyen terme

Il est difficile de résumer les travaux entrepris au cours des six dernières années par plus de 50 groupes professionnels au sein de l'IFLA (5 programmes fondamentaux, 8 divisions, 32 sections et 11 tables rondes) et d'exposer en quelques lignes leurs projets pour les six années à venir. Pourtant Ernst Kohl (Allemagne), président de la Division des bibliothèques générales de recherche, et Hope Clement (Canada), présidente du Bureau professionnel de l'IFLA, ont mené à bien cette tâche délicate lors de la réunion plénière sur les activités professionnelles de l'IFLA.

I Bilan 1986-1991

Pour faire le bilan de la période 1986-1991, Ernst Kohl s'est appuyé sur les rapports d'activité élaborés par les groupes professionnels, sur diverses publications périodiques (*IFLA Annual*, *IFLA Journal*, *IFLA Directory*, etc.) et sur les brochures réunissant chaque année les textes des communications présentées dans le cadre du congrès.

Dans leur programme à moyen terme (PMT) 1986-1991, les sections et tables rondes avaient mentionné à la fois des projets généraux (tels que "coopérer étroitement avec..." ou "promouvoir les recherches sur...") et des projets spécifiques requérant une allocation de fonds par le Bureau professionnel. Si on laisse de côté les projets généraux et ceux pour lesquels aucune action n'a été

entreprise ou qui ont été abandonnés, on constate que 150 projets ont été menés à bien par 29 sections et 11 tables rondes (en excluant la Division des activités régionales), ce qui fait une moyenne de 4,5 par section et 2,5 par table ronde. 4 projets communs à plusieurs sections ont été menés à bien au sein de la Division des bibliothèques au service du grand public.

90 projets ont été financés par le Bureau professionnel, avec une moyenne de 1 par table ronde et de 2,7 par section. Il est à noter, pour plus ample analyse, que près de 30 % des projets financés par le Bureau professionnel n'étaient pas mentionnés dans les PMT des groupes professionnels concernés. Pourtant, la politique générale du Bureau professionnel est d'encourager des projets fondamentaux, même si les projets de moindre envergure ne sont pas systématiquement écartés. La nouvelle structure définie par le Bureau professionnel pour présenter les futurs PMT des divisions, sections et tables rondes, devrait permettre un meilleur ajustement des activités de ces groupes aux projets annoncés dans leurs PMT respectifs.

65 projets ont abouti à une publication. Puisque plus de 40 projets sont encore en cours, on peut estimer que le nombre total des publications atteindra la centaine. Ceci signifie qu'en moyenne les résultats de 2 projets sur 3 sont publiés et que les bibliothèques sollicitées pour participer aux travaux professionnels de l'IFLA ont accès aux résultats de ces travaux.

C'est le Programme PAC (Préservation et conservation) qui a connu le développement le plus spectaculaire, puisqu'il a été en mesure de mettre sur pied des centres régionaux dans 4 continents. Ainsi, si les activités des programmes fondamentaux étaient de même nature que celles des sections et tables rondes, leur volume a été supérieur à celui des autres groupes professionnels : plus de projets et de projets de grande envergure, plus de publications, plus de séminaires de formation, plus de sources de financement extérieures à l'IFLA, plus de publicité.

Le travail professionnel a été bien mené. Toutefois l'IFLA devrait renforcer son activité en direction du Tiers-Monde en encourageant les collègues de ces régions à devenir membres des bureaux permanents des sections et tables rondes et à participer plus activement à la définition de leurs travaux.

Le nouveau PMT 1992-1997

Hope Clement a brièvement exposé la méthodologie mise au point pour élaborer le nouveau programme à moyen terme 1992-1997. Un Guide pour la préparation du PMT a recommandé aux responsables de chaque groupe professionnel de présenter leur programme respectif en 4 parties : nature et finalités du groupe professionnel, objectifs généraux du groupe professionnel, buts à

atteindre en 1992-1997, plan d'action recensant les activités spécifiques à mener au cours de cette période. Le Bureau professionnel s'appuiera sur ces PMT pour orienter les activités de l'IFLA de façon cohérente, en établissant des priorités entre les projets nécessitant un financement par exemple.

Il ressort des nouveaux PMT votés à Moscou par chaque division, section et table ronde, que les objectifs généraux sont de faire de chaque groupe un lieu d'échanges d'expériences, de conseils, d'expertises. La coopération avec d'autres groupes professionnels au sein de l'IFLA, avec les programmes fondamentaux, et avec d'autres organismes internationaux, est souvent mentionnée.

Si on analyse les buts et les plans d'action, on constate que les activités proposées sont en général de deux sortes : d'une part, la préparation de recommandations, de manuels et de répertoires, ce qui fait que le programme de publication de l'IFLA devrait s'accroître considérablement au cours des six prochaines

années ; d'autre part, l'organisation d'ateliers, de réunions satellites, de séminaires, de sessions de formation, qui mettent l'accent sur la formation continue et sur la participation de collègues des pays en voie de développement.

La plupart des activités proposées dans les différents PMT peuvent être rattachées aux préoccupations de l'un des cinq programmes fondamentaux de l'IFLA, mais il existe aussi des activités en marge de ces préoccupations : les mesures d'évaluation, le marketing, la gestion de systèmes d'information, la sécurité, le personnel, etc.

Les problèmes des usagers des bibliothèques ne sont pas suffisamment pris en considération dans les futurs PMT. Peut-être est-ce parce qu'il n'existe pas un groupe professionnel spécifique pour se consacrer à ces problèmes, mais les sections concernant un type de bibliothèque ou un type de document pourraient s'en préoccuper, comme par exemple la Section des publications en série. Peut-être est-ce parce que ces problèmes ne

relèvent pas directement d'un des programmes fondamentaux, puisque le Programme UAP (Accès Universel aux Publications) s'intéresse assez peu à l'accès à l'information proprement dite. Cependant nombre de PMT mentionnent des projets de recherche sur les services de référence, les besoins des utilisateurs et la formation des utilisateurs. Certains groupes professionnels se consacrent d'ailleurs à un type donné d'usagers : les handicapés, les enfants, les minorités culturelles, etc.

En conclusion, Hope Clement a incité tous les professionnels à lire attentivement le Programme à moyen terme 1992-1997 dès qu'il sera publié en son entier afin de repérer les préoccupations communes à plusieurs groupes professionnels et de renforcer la coopération dans ces domaines. Des projets de plus grande envergure pourront être définis et bénéficier d'un meilleur financement et de la participation d'un plus grand nombre d'experts.

Françoise Bourdon, *BN, CCBT*,
Présidente de la Section Bibliographie de l'IFLA

Programme professionnel

Section des bibliothèques universitaires

La réunion plénière de la section avait pour thème " le rôle et les buts de la bibliothèque universitaire dans un monde qui est en train de changer rapidement ".

V.V. Mosyagin a présenté un tableau général des bibliothèques universitaires soviétiques : l'administration est centralisée pour éviter la dispersion des moyens ; les bibliothèques ont pour tâche de fournir à tous les étudiants les manuels dont ils ont besoin pour leurs études (ce qui pourrait être fait par une librairie ou une coopérative) : par exemple, à Moscou, la B.U. achète près de 1 000 exemplaires de manuels, qui représentent ainsi près de 10 % de ses stocks. La B.U. s'efforce de jouer non seulement le rôle de bibliothèque de recherche, mais aussi celui de bibliothèque de loisirs. L'achat des ouvrages étrangers posent de gros problèmes, en raison de la non-convertibilité du rouble. Aussi le système

des échanges de publications est-il très développé : à l'Université de Moscou, 40 % des ouvrages étrangers arrivent par échange. Petit à petit, l'informatique pénètre dans les services, bien que pour l'instant on ne puisse pas parler de véritable informatisation des bibliothèques. L'auteur a terminé sa communication par une note d'espoir dans la perestroïka.

Michel Melot s'est situé dans le thème du congrès (" Les Bibliothèques et la culture : leur interaction ") avec son intervention très controversée sur " le rôle des Bibliothèques universitaires en France ". Il a argumenté en faveur du rapprochement de la lecture publique et des bibliothèques universitaires, notamment dans le cadre de la délocalisation des universités.

Marilyn J. Sharrow a introduit une réunion-débat par une communication sur les problèmes de stockage liés à la croissance exponentielle des collections et sur les mesures prises dans divers pays pour faire face à cette situation : centres de stockage régionaux, rayonnages

compacts, élimination d'ouvrages périmés ou en mauvais état. Il serait souhaitable d'évaluer la capacité de stockage des bibliothèques de recherche du monde et de faire une projection des besoins pour les 25 années à venir.

G.G. Allen a défendu la thèse selon laquelle le rôle des bibliothèques universitaires serait toujours le même en l'an 2000 : apporter un soutien à la recherche et aux études universitaires, quelle que soit la forme sous laquelle l'information sera diffusée.

Jacqueline Rey

Atelier " Politique documentaire nationale "

Le thème central de l'atelier concernait la coopération à l'échelon national quant aux acquisitions et l'élaboration de règles pour la politique documentaire. Ben Rugaas, de la BN d'Oslo, a relevé les questions soulevées par ce thème, entre autres :

- Coopération BN / autres bibliothèques ;
- Couverture du dépôt légal (tout type de support ?) ;
- Combien de temps doit-on conserver les documents sous leur forme originale ? (ex. des périodiques) ;
- L'accès aux documents, l'organisation du prêt entre bibliothèques ;
- Les coûts.

Roswitha Poll, de la BU de Münster, en Allemagne, a exposé de façon très complète le plan concerté d'acquisitions supervisé et financé par la Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG). Tout titre de la production internationale pertinent pour la recherche doit exister en au moins un exemplaire dans une bibliothèque. Le travail est partagé entre quatre bibliothèques centrales (Cologne pour la médecine, Hanovre pour les techniques, Kiel pour l'économie, Bonn pour l'agriculture), qui jouent un rôle capital pour la collecte de la littérature grise et le prêt entre bibliothèques, et 17 bibliothèques générales de recherche, plus orientées vers les Sciences humaines et sociales.

Les règles élaborées par la DFG distinguent les collections thématiques et les collections régionales. Les collections thématiques couvrent en général le sujet pour les pays européens et les pays de langue anglaise. En revanche, dès qu'on va vers des pays plus lointains, c'est la collection régionale qui l'emporte et couvre de plus en plus de sujets. Ce partage semble bon ; il ne peut pas en effet exister pour une collection thématique, par exemple l'éducation, de spécialistes dans toutes les langues étrangères... L'objectif est d'éviter à la fois les lacunes et les recouvrements.

Pour les coûts, la DFG paie 75 % des acquisitions étrangères, la bibliothèque les 25 % restants. Le personnel est fourni par la bibliothèque. Les coûts d'acquisition en 1990 ont été de 11,1 millions de DM pour la littérature étrangère des collections spécialisées, et de 11,3 millions de DM pour les bibliothèques centrales.

M. Wille a présenté ensuite l'instance de coordination dont il est responsable au Danemark, en tant que "National Librarian authority". Il s'agit d'une coordination beaucoup moins structurée, qui repose sur des bases informelles, encore qu'il existe un draft pour la

politique documentaire nationale. Il n'y a pas de système de classification unifié.

Jacques Van Gent, directeur de la bibliothèque universitaire de Leide, aux Pays-Bas, présente, en tant que membre du bureau de PICA, le système de catalogage partagé. Le système PICA gère à la fois la bibliographie nationale et le catalogue collectif national centralisé à la Bibliothèque Royale de La Haye. Le réseau concerne toutes les bibliothèques de recherche et les grandes bibliothèques publiques. Un système de classification propre a été élaboré à la fois pour la politique documentaire et la recherche par sujets. La version 3 de PICA devrait être en place avant la fin 92.

M. Smethurst a présenté les nouvelles orientations de la politique d'acquisitions de la British Library. Une "Review of Acquisition policies" a été publiée il y a deux ans, mettant en avant la notion de sélection, y compris du dépôt légal. La British Library refuse dorénavant d'être à la merci d'un flot de publications qu'elle n'est plus en mesure de traiter.

Ses moyens : une sélection beaucoup plus stricte, un développement du catalogage à la source, un plan de catalogage partagé avec les Bibliothèques nationales d'Écosse, du Pays de Galles, la bibliothèque Bodléienne et celle de Cambridge - qui sont aussi des bibliothèques de dépôt. L'objectif serait que ces bibliothèques traitent 30 % du dépôt légal.

L'idée est d'aboutir à une bibliographie nationale moins chère et qui suive l'actualité. Mais la rapidité ne doit pas nuire à la qualité des notices.

Suzanne Jouguelet

Les travaux internationaux concernant les fichiers d'autorité

La Division du contrôle bibliographique fait preuve de dynamisme en matière de recherche sur les fichiers d'autorité, puisque chacune des trois sections qui la composent (Bibliographie, Catalogage, Classification et indexation) travaille actuellement dans ce domaine et a inscrit les fichiers d'autorité dans son programme à moyen terme 1992-1997. Le Programme UBCIM (Contrôle Bibliographique Universel et MARC International), associé à toutes ces entreprises,

assure la publication des résultats d'enquêtes et des recommandations dans la collection *UBCIM Publications, New Series* chez l'éditeur allemand K.G. Saur.

■ Publications de l'année 1991

L'*UNIMARC / Authorities*, le format d'échange international de données d'autorité, élaboré principalement par la Section de catalogage et la Section Technologie de l'information, a été publié en anglais au printemps 1991. La traduction française de ce document a été confiée au Centre de coordination bibliographique et technique de la BN et devrait être prête dans les premiers mois de 1992. L'*UNIMARC/Authorities*, tout comme l'*UNIMARC Manual* destiné aux notices bibliographiques (et disponible en français depuis mai 1991), nécessite une constante mise à jour et un Comité d'experts a été constitué au sein de l'IFLA pour assurer la maintenance et la promotion de ces formats. Françoise Leresche (BN, CCBT), membre du Comité permanent de la Section de catalogage, siège dans cette instance.

Management and use of name authority files, publié à l'automne 1991, présente les résultats complets de l'enquête internationale menée en 1989 par Marcelle Beaudiquez et Françoise Bourdon au nom de la Section de bibliographie et avec l'aide du Programme UBCIM. Cette enquête concernait les fichiers d'autorité auteurs (personnes, collectivités, titres uniformes) servant à gérer les bibliographies nationales automatisées. Cette publication en anglais contient des résumés détaillés en français, allemand, espagnol et russe. Huit tableaux analysent les fichiers d'autorité de différents pays.

■ Bourse Vosper sur les fichiers d'autorité auteurs

Pendant le congrès de Moscou, Françoise Bourdon a remis le rapport qu'elle a rédigé dans le cadre de la Bourse Vosper, que lui a accordé l'IFLA pour 1990-1991. Ce rapport qui a pour titre : "La coopération internationale en matière de données d'autorité auteurs : constats, réflexions, recommandations", souligne l'ambiguïté des objectifs de la normalisation internationale en matière de données d'autorité depuis 30 ans, tente de définir quels types de données d'autorité sont susceptibles d'être échangés à

l'échelon international, fait quelques recommandations et propose un plan d'action. Une cinquantaine d'exemples de notices d'autorité émanant de 11 pays différents et une bibliographie complètent le rapport. Les experts de l'IFLA vont étudier les propositions faites dans ce document et décider des suites à donner.

■ Projets en cours

La Section de bibliographie a lancé, à Stockholm en 1990, le projet de révision du texte normatif de l'IFLA intitulé "*Names of persons*" (dernière éd. 1977, avec un suppl. en 1980). Ce projet est devenu une entreprise de la Division du contrôle bibliographique et est parrainé par le Programme UBCIM. La coordination du travail, qui exige la participation d'experts du monde entier, est confiée à Françoise Bourdon, responsable du Fichier d'autorité des auteurs personnes physiques de la base BN-Opale. Une enquête de faisabilité devrait être lancée d'ici mars 1992 et un atelier est prévu à New Delhi, dans le cadre du prochain congrès de l'IFLA, pour définir la struc-

ture et le contenu de la nouvelle édition, et pour éventuellement traiter des problèmes de maintenance des fichiers d'autorité auteurs dans les pays où plusieurs communautés linguistiques existent et publient, où plusieurs alphabets coexistent dans les éditions nationales.

La Section de catalogage a commencé une étude sur les relations entre les fichiers d'autorité auteurs établis en différentes langues et en différentes écritures. Le travail est actuellement coordonné par une collègue australienne. En matière de vedettes de collectivités, le Groupe de travail chargé de la mise à jour du document "*Form and structure of corporate headings*" (1980) a poursuivi ses réflexions, notamment en ce qui concerne les abréviations et les qualificatifs géographiques. Ce travail devrait être achevé en 1992, mais d'autres amendements sur la construction des vedettes seront à mettre au point d'ici 1997. La rédaction de recommandations sur la présentation des notices d'autorité de titres uniformes pour les œuvres musicales et pour les textes législatifs est également en cours dans le même esprit

que les "*Guidelines for authority and reference entries*" consacrés aux auteurs et publiés en 1984.

La Section de classification et d'indexation met la dernière main à la rédaction des "*Guidelines for subject authority and reference entries*". Le travail est coordonné par Verner Stephan (Deutsche Bibliothek). Ce texte devrait être soumis à une enquête internationale avant la Conférence de New Delhi en 1992. Un nouveau Groupe de travail, sous la responsabilité d'Elaine Svenonius (Etats-Unis), va entreprendre l'étude des principes de construction des vedettes-matières dans les différents systèmes existants et tenter de définir des principes valables à l'échelon international.

Si les fichiers d'autorité auteurs et matières mobilisent tant les professionnels, c'est parce qu'ils constituent une étape importante dans l'échange des données bibliographiques. La coopération internationale en matière de notices bibliographiques est en plein essor et il paraît logique de vouloir réutiliser les données d'autorité établies pour gérer les points d'accès.

Françoise Bourdon

Section de bibliographie

" *Bibliographie nationale aujourd'hui, mémoire nationale demain* " était le sujet retenu par la Section de bibliographie pour sa réunion plénière.

L'introduction du thème a été confié à Marcelle Beaudiquez qui a présenté une communication intitulée : " *La bibliographie nationale comme témoin d'une mémoire nationale* ". Quelques constatations servent de point de départ à la réflexion : le recensement des documents ne peut se substituer aux documents eux-mêmes, mais témoigne de leur existence ; toute mémoire nationale s'appuie sur une collection nationale nécessitant un inventaire raisonné pour être exploitable par le public ; la bibliographie nationale recense sans porter de jugement de valeur, jugement qui viendra avec le temps, pour définir le patrimoine. Marcelle Beaudiquez démontre ensuite que les objectifs de la bibliographie nationale, tels que définis par le CBU, ne font d'elle que le témoin privilégié d'une partie seulement de la mémoire nationale et que, pour des raisons économiques, elle ne réussit pas toujours à jouer pleinement ce rôle. Mais la technologie du futur fera peut-être de la bibliographie nationale un témoin de meilleure qualité d'une mémoire nationale plus complète.

Barbara L. Bell (College of Wooster, Ohio, États-Unis) a, dans une communication dont le titre reprenait le thème général de la séance, insisté sur les difficultés croissantes des bibliographies nationales qui se traduisent par autant de " pertes de mémoire " : les difficultés pour établir un dépôt légal efficace, pour financer la production et la diffusion d'une bibliographie nationale en dépit des problèmes économiques et politiques, pour former et conserver un personnel qualifié. Puis elle a recensé quelques solutions susceptibles d'améliorer la production et la distribution régulière de la bibliographie nationale, c'est-à-dire les conditions d'une " remise en mémoire " : le catalogage en coopération et la création de centres régionaux de collecte, la sensibilisation des éditeurs commerciaux aux fonctions et objectifs d'une bibliographie nationale, le soutien par des organisations internationales (Unesco, IFLA,...) de projets pilotes destinés à

promouvoir les bibliographies nationales. Barbara Bell a conclu son exposé en invitant les professionnels à convoquer une Seconde Conférence internationale sur les bibliographies nationales en 1997, soit 20 ans après celle de Paris, pour définir un nouveau programme pour le 21^e siècle. Alexandre A. Dzhigo (Directeur du Département de la Bibliographie nationale à la Chambre du livre d'URSS à Moscou) a présenté l'expérience soviétique dans une communication intitulée : " *La bibliographie nationale d'URSS : richesse culturelle de la société* ". Après avoir décrit les caractéristiques de la bibliographie nationale soviétique, il a souligné qu'elle constituait une source d'information capitale sur l'actuelle intégration de différentes cultures dans la culture multinationale de l'URSS.

Zahia Fellah, chef du Département des publications à la BN d'Algérie, a proposé une réflexion sur " *L'expérience de l'Algérie en matière de contrôle bibliographique national* ". Zahia Fellah n'étant pas en mesure de participer au congrès, un résumé de sa communication a été présenté par la Secrétaire de la Section, Françoise Bourdon. Il a été rappelé que la production intellectuelle algérienne antérieure à 1962 restait frappée d'anonymat puisque dissoute dans la bibliographie nationale française qui, en vertu du dépôt légal appliqué au territoire algérien, recensait tous les documents publiés en Algérie. Des bibliographies nationales rétrospectives partielles à caractère documentaire ont bien été établies et publiées, mais l'auteur souligne qu'il s'agit soit de recensements faits par l'administration coloniale à des fins plutôt politiques, soit de recherches personnelles menées dans un cadre universitaire. Cependant, même si l'Algérie se

sent amputée d'une partie de sa mémoire nationale du fait de l'absence d'un recensement exhaustif et cohérent des publications algériennes antérieures à 1962, la BN d'Algérie a fait le choix suivant : promouvoir la bibliographie nationale courante et son automatisation. La Bibliographie de l'Algérie, publiée depuis 1964, est longuement décrite dans la communication.

Plusieurs questions ont concerné la non-utilisation des bibliographies nationales à l'extérieur des pays qui les produisent. Theophilus E. Mlaki (Agence bibliographique nationale de Tanzanie) a déploré le fait que, si les pays pauvres achètent les bibliographies nationales des pays riches pour faire leurs acquisitions, les pays riches n'achètent pas celles faites par les pays pauvres et, de toute façon, ne réutilisent pas leur catalogage dit pourtant " de référence ".

Avant de clore la séance, le Président de la Section, Ross Bourne (British Library), a rappelé que les collègues soviétiques avaient préparé deux textes supplémentaires, non inscrits au programme, mais distribués à la demande. Il s'agit de " *Conceptual foundations of national bibliography* ", par Alexei L. Muratov et Boris A. Semenovker, de la All-Union Book Chamber de Moscou, et d'un texte sur " *Les activités de la BN dans la création des répertoires des publications nationales : leur rôle dans le développement de la culture* ", par T. Kouznetsova, de la Bibliothèque de la littérature étrangère à Moscou.

Cette séance, qui a réuni plus de 180 participants, a dû son succès non seulement à la qualité des interventions, mais aussi au fait qu'un système de traduction simultanée a facilité le dialogue. Grâce à la précieuse collaboration de collègues,

principalement ceux de la BN, tous les textes inscrits au programme étaient disponibles en français auprès du Centre de distribution des communications.

■ Les activités de la Section à New Delhi

La réunion plénière de la Section de bibliographie sera consacrée aux deux thèmes suivants : " *Culture populaire et bibliographie nationale* " et " *Coopération entre anciennes puissances coloniales et nouvelles nations en matière de bibliographie nationale rétrospective* ".

D'autre part, la Section de bibliographie participera à l'organisation d'un atelier d'une demi-journée consacré aux fichiers d'autorité pour les auteurs personnes physiques.

Françoise Bourdon

Section classification et indexation

Olga Lavryonova (Bibliothèque Lénine), dans sa communication : " *la Recherche thématique dans un système automatisé de bibliothèque à l'aide de la Classification bibliothéconomique et bibliographique avec des entrées sujets* ", a exposé les problèmes liés à l'utilisation de la Classification bibliothéconomique et bibliographique (BBK) pour l'OPAC de la Bibliothèque Lénine. La Classification a été choisie de préférence à un thésaurus en raison de son caractère universel, puisqu'elle est utilisée dans les plus grandes bibliothèques de l'URSS, Bibliothèque Lénine en tête, les bibliothèques de recherche et les bibliothèques publiques, les bibliothèques scolaires et les bibliothèques pour enfants. C'est donc un instrument puissant pour favoriser la coopération entre bibliothèques.

Les questions en langage naturel des utilisateurs sont traduites en indices systématiques, pour cela il faut que les termes, ou une partie des termes, employés lors des questions figurent dans les mots-clés qui sont associés aux indices dans les tables, sous forme de notices d'autorités. La BBK est donc la base de connaissances de la Bibliothèque Lénine. Des subdivisions communes à toutes les classes et des divisions analytiques propres à un secteur de la classification peuvent être ajoutées aux indices principaux et sont introduites dans l'OPAC.

La démarche paraît bien compliquée pour les utilisateurs mais ils seraient très familiarisés avec la BBK, conçue, il faut le rappeler, à l'usage du monde soviétique et fortement marquée par l'idéologie marxiste-léniniste.

Mariétou Diongue-Diop, dans sa communication : " *Les Problèmes de classification et d'indexation dans les bibliothèques africaines* " a commenté les résultats d'une enquête très approfondie sur les pratiques de catalogage matière menée auprès d'une trentaine de bibliothèques africaines francophones et anglophones. Les francophones utilisent en majorité la C.D.U. et pratiquent peu les langages d'indexation, les anglophones pratiquent surtout la Dewey ou la classification du Congrès et utilisent les vedettes du Congrès. Particulièrement efficaces pour la mise en commun des ressources des bibliothèques africaines sont les systèmes internationaux d'information, tels AGRIS et CARIS, lancés par la FAO. Ils pourraient servir de modèles dans d'autres domaines sectoriels : chaque pays fournit aux systèmes les données pertinentes produites sur son territoire, sur le principe de la participation volontaire ; chaque pays, en retour, accède à l'ensemble des informations recueillies par le système.

Nancy Williamson a présenté une rapide synthèse des travaux de la 5^e Conférence internationale sur les recherches dans le domaine des classifications (ISCCR'91), tenue à Toronto en Juin 1991, et à laquelle la Section de la classification et de l'indexation de l'IFLA participait officiellement. Sur le thème général : " *les classifications dans la représentation et l'organisation des connaissances* ", les communications se sont réparties dans trois secteurs : les classifications, les thésaurus, les sciences cognitives. Les problèmes liés à l'automatisation des catalogues et à l'accès sujets ont été largement abordés.

Jacqueline Rey

Section du prêt inter-bibliothèques

Cette année, les documents audiovisuels ont été au centre des réflexions de la Section du Prêt et de la Fourniture des documents à distance, aussi bien lors de sa séance ouverte que lors de l'atelier

tenu conjointement avec la Section Bibliothèques pour aveugles.

Monsieur Cornish, dans sa communication " *Interlending of Audiovisual materials : some problems needing solutions* " constate que, d'une façon générale, les documents audiovisuels n'ont pas une place prépondérante dans les bibliothèques et que leur mise à disposition par le PIB est souvent négligée.

Ceci est dû notamment à un mauvais contrôle bibliographique, au manque de collections nationales, à la crainte de dommages causés par les transports ou la mauvaise utilisation, au coût de l'envoi et à des difficultés juridiques. Il y a aussi des problèmes dus à l'existence de formats différents, pour un même type de document. Malgré ces obstacles, certains pays offrent un service de prêt inter-bibliothèques pour les documents audiovisuels. Les règles de catalogage doivent être développées, leur mise en œuvre améliorée, les attitudes des professionnels doivent changer, et l'intégration de services distincts pour des groupes d'utilisateurs différents devrait être envisagée.

Monsieur Frankenberger a illustré ce dernier point avec son exposé : " *Modellversuch zur Verbesserung der Literaturversorgung blinder und sehbehinderter Studierender* ". Les bibliothèques doivent prêter plus d'attention aux étudiants aveugles pour leur rendre accessible une partie des collections. Une expérience pilote appelée " *Amélioration de la fourniture de documents pour les étudiants aveugles et handicapés visuels* " a été lancée à la BU de Marbourg le 1^{er} avril 1989.

Le transfert de textes concernant les études est examiné, afin de déterminer sur quel support ou ensemble de supports il sera effectué : cassettes, gros caractères ou graphiques tactiles, et la question des références bibliographiques est discutée.

Les règles de catalogage doivent être développées et, de plus, l'information sur les titres doit être disponible pour les aveugles. D'autres questions se posent aussi, telles les modes de prêt pour ces documents, les formes adéquates de stockage en rayon pour un accès libre et les problèmes de copyright.

Ce dernier point, ainsi que le D.L. des documents audiovisuels, sera à étudier dans le cadre du programme UAP et, par

ailleurs, des groupes de travail sur les films et la vidéo sont constitués au sein de la DG XIII.

Madame Prosekova, nous a parlé du " *PIB en URSS dans un nouvel environnement* ". Aujourd'hui, le système de PIB en URSS subit une sérieuse épreuve quant aux liens inter-bibliothèques existants. Sous l'influence des événements économiques et politiques, il se produit des changements fondamentaux dans le travail des bibliothèques, y compris dans le service aux emprunteurs et aux lecteurs. Le volume des demandes d'ouvrages à travers l'ensemble du système de Prêt inter décroît nettement.

Le fait que les bibliothèques ne soient pas protégées financièrement dans la période du passage du pays à l'économie de marché diminue l'accessibilité aux collections, en raison de l'introduction du paiement de services jusqu'à présent gratuits, et ce processus n'est pas abordé de manière uniforme. Chaque département et chaque bibliothèque de département résout à sa manière les problèmes de l'accessibilité et du paiement.

Cependant, l'analyse des demandes de Prêt inter pour 1990 a montré que les intérêts des lecteurs correspondent à la situation culturelle, économique et politique du pays. Les ouvrages littéraires, auparavant cachés dans le " Département des magasins spéciaux " sont demandés, comblant les lacunes artificiellement créées dans la culture et la science. La demande de publications dans le domaine des sciences humaines est plus forte que jamais, en particulier sur les problèmes politiques, législatifs, juridiques et économiques. Le niveau élevé de l'intérêt pour les ouvrages sur les sujets médicaux et d'écologie se maintient.

Elle souhaite que :

- le flux des prêts au niveau international augmente, malgré l'inconvertibilité du rouble ;
- des mises à jour du fonds des bibliothèques de l'URSS soient faites afin d'éviter des recherches inutiles ;
- la formation des personnels en matière de PIB se développe grâce notamment à la coopération internationale.

Antonietta Moellon, BN

Section des bibliothèques pour aveugles

Bien que l'habituel pré-congrès de la section n'ait pu être organisé par nos collègues soviétiques, les membres de la section des Bibliothèques pour aveugles présents à Moscou ont pu s'informer sur la situation des bibliothèques pour handicapés visuels en URSS lors de réunions, visites, démonstrations proposées pendant les trois journées de la Conférence Générale.

Trois bibliothécaires soviétiques ont présenté les bibliothèques centrales des aveugles de Russie, du Kazakstan, de Lithuanie. La présence d'une traductrice russe-anglais et de textes imprimés en anglais, français et espagnol, a permis des échanges entre intervenants et public.

Mesdames Makeeva et Diyanskaya, responsables de la Bibliothèque centrale des aveugles de Russie, ont fait visiter leur établissement. Au cours d'une journée atelier tenue dans cette bibliothèque, trois exposés présentèrent : " *Le rôle des bibliothèques pour aveugles dans la réinsertion sociale des handicapés visuels* " (G. Diyanskaya) ; " *Le département de Typhlobibliographie* " (L. Bythvskaya) ; " *L'utilisation des nouvelles technologies pour aveugles en bibliothèque* " (S. Vanchine).

Les autres interventions de la journée portaient sur les standards futurs de production et la diffusion des documents destinés aux handicapés visuels : " *le système adopté aux États-Unis, pour la technique des livres parlés* " par Henri Paris (National Library Service for the Blind and Physically Handicapped, Library of Congress), et " *le stockage du Braille numérisé* " par J. Mc Gill et S. King (Royal National Institute for the Blind, U.K.).

Autre thème abordé : le Prêt international entre bibliothèques avec " *le partage et l'échange des documents spécifiques aux handicapés visuels dans les bibliothèques dépendant de la N.L.S. aux U.S.A.* " par H. Paris, et " *le Prêt inter-bibliothèques des documents sur supports spécifiques pour les handicapés visuels : planification et exécution d'un projet mondial* " par B. Massis, J.G. Cassette (New York Public Library, USA.), puis " *le Prêt international inter-bibliothèques de documents spécifiques aux*

personnes handicapées : résultats d'une enquête auprès des Bibliothèques nationales " par B. Christiensen-Sköld (Suède).

La logistique de cette journée, assurée par la Bibliothèque centrale des aveugles de Moscou, était remarquable (système de traduction simultanée russe-anglais). Une petite exposition d'aides techniques pour les aveugles était proposée aux participants de l'atelier : modèles ergonomiques de postes radio-cassettes, magnétophones à cassettes à vitesse variable fabriqués en U.R.S.S., stockage et lecture de braille informatisé sur plage tactile éphémère, projet d'un système tactile éphémère destiné à fournir les informations de toute une page écran et devant permettre dans le futur de faire accéder les aveugles aux informations graphiques... La plupart des matériels informatiques pour aveugles sont importés (Allemagne, U.S.A. etc.) et extrêmement coûteux en U.R.S.S. Ils sont connus et espérés, mais utilisables seulement en de rares endroits (telle la Bibliothèque centrale des aveugles de Moscou) où priorité est accordée à certains aveugles : étudiants, professionnels pour obtenir une formation puis utiliser seuls, sur rendez-vous, ces technologies de lecture et d'écriture (scanners et synthèse vocale sont encore absents des facilités proposées).

Que retenir des services des bibliothèques russes aux handicapés visuels ? La prédominance de la Bibliothèque de Russie pour la diffusion des documents en langue russe ; une grande efficacité des services centraux de catalogage, bibliographie, renseignements, prêt inter-bibliothèques ; un souci réel d'accompagnement des aveugles dans leurs études et de satisfaction de leurs besoins d'information (facilités à Moscou pour l'enregistrement immédiat par des lecteurs bibliothécaires, réservation sur rendez-vous d'un poste de travail informatisé adapté aux chercheurs aveugles) ; un désir d'intégration des handicapés visuels dans la société des voyants ; à retenir aussi les échanges entre les Républiques (avec le point noir des délais d'acheminement des envois postaux) ; la surprise de constater l'importance financière de l'Association des Aveugles dans toutes les réalisations (50 % des budgets) : elle tire ses ressources d'entreprises où travaillent des aveugles ; tout

n'est donc pas décidé par l'État, les aveugles ont leur mot à dire en ce qui concerne leurs activités (études, culture, loisirs, aides techniques à développer...) puisqu'ils les financent.

Marie-José Poitevin, *BM de Caen*
Secrétaire de la Section
des Bibliothèques pour aveugles

Groupe de travail sur la conversion rétrospective

Catherine Lupovici (Jouve S.I., France) ouvre la séance et définit la conversion rétrospective de catalogues de bibliothèques, conversion de fichiers manuels sous une forme exploitable par ordinateur ; conversion qui nécessite des méthodes et une organisation différentes du catalogue courant.

Stephen Massil (Université de Londres) propose de bien étudier le contexte, la taille et la spécificité de la bibliothèque, pour effectuer une conversion rétrospective. Il présente le problème : chargement du catalogue, intégration de collections, de collectivités, de bases de données, de sites, de catalogues collectifs et cumulatifs.

■ Les options techniques

Pour Donna Duncan (Université Mc Gill, Canada) la conversion rétrospective n'est pas une nouveauté. Les seuls réels changements sont techniques : les catalogueurs modernes utilisent des terminaux alors que les bibliothécaires d'autrefois utilisaient plumes et cahiers. C'est à la fois la transformation en données informatiques de données sur papier et l'acquisition de données informatiques déjà existantes.

Pour projeter et implanter un projet de reconversion, selon que celle-ci s'effectue dans la bibliothèque ou à l'extérieur et selon le choix de la technique, on doit prendre en considération huit étapes :

1. déterminer les besoins de conversion de la bibliothèque ;
2. définir la portée du projet ;
3. déterminer les ressources disponibles ;
4. établir un plan détaillé de l'action à mener ;
5. sélectionner une ou plusieurs méthodes de conversion ;
6. mettre le projet à exécution ;

7. passer en revue des objectifs et des buts atteints ;
8. faire le bilan.

La reconversion demande l'élaboration d'une classification nouvelle et la création de vedettes d'autorité.

■ Les normes

Fernanda Campos (Bibliothèque nationale, Portugal) insiste sur la place importante des normes dans les bibliothèques, que ce soit pour un programme de conversion interne, un projet commercial ou de coopération.

On peut examiner les normes bibliographiques de deux façons différentes, mais complémentaires :

- celles qui existent déjà dans des catalogues et permettent d'obtenir une conversion avec des normes différentes et des niveaux de champs différents ;
- celles qui sont nécessaires pour obtenir un produit normalisé, un bon OPAC, de bonnes exécutions de recherches booléennes et la possibilité de participer à des projets nationaux et internationaux. Les normes existantes ISBD (International Standard Books Description), AACR (Anglo American Cataloguing Rules) et AACR2 apportent une aide précieuse pour l'établissement de normes fiables.

■ Les priorités

Pour Dorothy Mc Carry (Université de Californie à Los Angeles, USA), les priorités dépendent de nombreux facteurs (existence d'un catalogue courant en ligne, bibliothèques pour le grand public ou spécialisées, fonds de la bibliothèque, accès à un service bibliographique et à des bases de données). On doit veiller à choisir le matériel en fonction du type de la bibliothèque.

Plusieurs hypothèses sont présentées : une base de données peut réduire les temps de conversion, les notices enregistrées en ligne peuvent être très utiles aux lecteurs et aux employés de la bibliothèque. Suivant le type de bibliothèque, on peut convertir d'abord les périodiques ou les monographies, mais il ne faut pas négliger d'autres supports (supports audio-visuels par exemple). Les lecteurs ne doivent pas oublier d'utiliser les catalogues manuels.

Convertir d'abord : les périodiques courants ou tous les périodiques, les monographies d'usage courant, les publications les plus récentes, les fonds par départements ou par domaines, les fonds destinés à un stockage à l'extérieur ou ceux faisant l'objet d'une subvention particulière (conservation, fonds spécialisés par sujet, par langue ou par pays).

■ Conduite du projet de conversion

Joachim Leonhard (Université de Tübingen, Allemagne) traite d'un projet de conversion rétrospective en Allemagne. Il n'existe pas, dans ce pays, de Bibliothèque nationale comme la Bibliothèque du Congrès, le British Museum, la Bibliothèque nationale de Paris ; les bibliothèques sont décentralisées et gérées par des ministères différents dans les " Länder ". Aussi existe-t-il un très grand besoin de coopération et de coordination. Il faut créer un catalogue collectif national en ligne pour les monographies.

Il sera géré par le " Deutsches Bibliotheksinstitut " à Berlin qui est déjà responsable, depuis quelques années, du catalogue collectif des périodiques. En Allemagne, certaines institutions sont en train de financer des programmes et projets de conversion rétrospective. La " Deutsche Forschungsgemeinschaft " lance un programme pour la reconversion des titres historiques publiés entre 1501 et 1850. D'autres fondations ont lancé d'autres projets pour établir des réseaux locaux et des catalogues collectifs. Le Gouvernement fédéral finance un projet commun organisé par le Deutsches Bibliotheksinstitut. Ce projet est divisé en plusieurs parties : trouver et évaluer de nouvelles méthodes, organiser la conversion en interne et en externe.

■ Compte rendu d'expérience

L'emploi de scanners à la Bibliothèque Lénine

Présenté par A. Vostrikov et Yu. Fenin
(Bibliothèque Lénine, Moscou)

La Bibliothèque Lénine se spécialise dans le traitement des données par ordinateur et terminaux. C'est une bibliothèque de grande importance, ses collections et celles d'autres bibliothèques d'information scientifique et technique sont regroupées dans environ 220 catalogues contenus dans différents fichiers.

L'introduction de scanners fut déterminante dans les principales phases de la conversion. La technologie de cette conversion a demandé plusieurs analyses et a été précisée par leurs approches successives et par les caractéristiques du matériel et du logiciel utilisés.

Pendant la période de transition, on a examiné :

- le type de support d'information électronique et la méthode de transfert depuis des fichiers manuels ;
- le langage utilisé pour transférer l'information, le rétablissement de l'image du catalogue. En fonction de ces caractéristiques il faut choisir le type de support d'information électronique : disques magnétiques et disquettes ; vidéodisques, disques optiques (CD-ROM, CD-WORM) ;
- les méthodes de transfert : le clavier, le balayage du fichier avec une bonne compréhension du texte, le langage employé, la langue originale, la traduction, la translittération ;
- la restitution des données : après avoir déterminé le type d'OPAC, on établit la liste des catalogues à convertir, la possibilité de remplacer les catalogues conventionnels et fichiers par un seul OPAC pertinent.

La Bibliothèque Lénine a pour tâche la conversion de systèmes de catalogage de fiches et cardex sous des formes différentes des formes traditionnelles. La lecture optique associée à la reconnaissance du texte pourrait être la méthode la plus efficace de conversion. Il est regrettable que les capacités du programme pour la reconnaissance des textes ne permettent pas l'application aux fiches manuscrites. Cependant la méthode de transfert de l'information par lecture optique demande moins de main d'œuvre.

Ensuite Yu Fenin présente l'OPAC des manuscrits et la conversion des 5 000 fiches de la Bibliothèque Lénine.

■ Automatisation puis conversion

Pour choisir le système d'automatisation d'une bibliothèque, David Buckle (OCLC Europe, Grande-Bretagne) conseille de définir la conduite du projet, la spécification des systèmes, d'évaluer les réponses, d'examiner les termes du contrat, de s'assurer de son bon fonctionnement, de veiller à la mise en œuvre et aux supports des systèmes.

Pour la conversion rétrospective, on doit considérer les décisions initiales en fonction d'objectifs de qualité, de l'étendue de la conversion et de l'inventaire des collections ; on doit considérer aussi la planification de la conversion, les tâches à exécuter (contrôle d'autorités, codes à barres, données locales), les options (contrat à plein temps d'un fournisseur, conversion interne).

On peut conclure, d'après ces communications, que pour bien réussir une conversion rétrospective, il est essentiel de faire une analyse précise des problèmes, de bien choisir le matériel, de former le personnel et de veiller aux respects des normes.

Mireille Chazal, CCN

Section des statistiques

Alan Mac Dougall (directeur du service des statistiques de bibliothèques de l'Université de Loughborough), a souligné dans son exposé intitulé " *Performance assessment : Today's confusion, tomorrow's solution ?* ", les difficultés actuelles, qui tiennent à une terminologie imprécise, aux difficultés de mise en œuvre, aux fausses espérances, à l'utilisation exclusivement interne de statistiques difficilement comparables. Des efforts ont cependant été accomplis ces dernières années grâce à la rédaction de manuels nationaux aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la production de normes internationales, de l'ISO et grâce à l'intérêt pour ce sujet manifesté à l'IFLA et à l'UNESCO. Il faut continuer dans cette voie par la formation et l'adoption d'indicateurs communs.

Michael Garofolo, (Bibliothèque publique du Comté de Los Angeles, président du Comité d'évaluation et de mesure de la charge de travail de l'IFLA), a exposé comment sont réparties les ressources en personnel des quatre-vingt-onze bibliothèques communales du Comté.

Chaque tâche a été évaluée, en heures de travail et en niveau de personnel requis, pour arriver à des attributions forfaitaires en heures. Ces tâches sont répertoriées dans le *Library activity index*. Les dangers de gonflement des statistiques fournies par les responsables sont évités par des comparaisons, des enquêtes sur place. Les indicateurs sont

discutés avec les syndicats et les organisations. Ils sont différents pour les petites, moyennes et grandes bibliothèques. De nombreux séminaires et réunions de formation sont consacrés aux chefs de service pour leur expliquer l'intérêt et le maniement de la méthode. Les statistiques sont communiquées à ces chefs de service qui peuvent les critiquer et les améliorer. C'est également la tâche d'un comité du personnel des services publics qui revoit l'*index de l'activité des bibliothèques* trois ou quatre fois par an.

L'évaluation des performances faisait également l'objet d'une poster session. Dans ces séances, qui avaient lieu à l'heure du déjeuner, des intervenants expliquent à qui veut les entendre, à l'aide de tableaux et de graphiques une expérience intéressante ou réussie. En matière d'évaluation de bibliothèques universitaires, trois panneaux illustraient les études menées à Münster, au Danemark, et à Saragosse pour mesurer l'activité et l'efficacité de la bibliothèque.

A Münster, un questionnaire a été distribué aux lecteurs en leur demandant d'indiquer, outre l'auteur, le titre et l'année du livre recherché, sa cote, s'il n'a pas été trouvé en catalogue, s'il est exclu du prêt, déjà prêté mais réservé par lui, en commande, emprunté sur rayons en accès libre, utilisé en accès libre, pas trouvé sur les rayons. Le verso du questionnaire, à remplir par le personnel, indiquait d'une part dans quel catalogue (sur fiche, sur microfiches, catalogue collectif, fichier de commande, OPAC...) se trouvait la référence de l'ouvrage recherché et d'autre part le nombre d'exemplaires possédés, si l'ouvrage était actuellement en commande et si la réservation était possible. Le dépouillement de l'enquête a montré qu'un nombre important d'ouvrages n'avaient pu être obtenus, parce qu'ils étaient déjà empruntés. Faute de pouvoir en acquérir davantage d'exemplaires, il semblait que la solution fût de ramener la durée du prêt de quatre à trois semaines. Cela permettrait d'augmenter le taux de rotation des livres et de diminuer le pourcentage d'ouvrages non obtenus.

A Saragosse, bibliothèque de 125 074 volumes répartis dans une bibliothèque centrale et quatorze sections, l'étude a porté également sur les causes de non satisfaction des demandes des lecteurs.

Celles-ci sont en majorité dues au fait que le livre a été emprunté à domicile 70,1 % et pour 29,8 % qu'il est communiqué sur place, seulement 0,1 % des volumes demandés manquent en place. Une étude complémentaire a porté sur les titres non trouvés dans les catalogues, sur 240 titres cherchés 172 étaient possédés par la bibliothèque (72,2 %), 168 auraient dû se trouver au catalogue (97,1 %), 162 y étaient effectivement, c'est-à-dire 54,3 % des titres recherchés. Dans les deux cas c'est le fait que l'ouvrage ait été emprunté qui est la cause principale de non satisfaction de la demande.

Geneviève Boisard

Section gestion d'associations de bibliothèques

“ Les Associations de bibliothécaires de Russie ” par N.S. Zonin, vice-président de la Fédération des Associations russes.

Les réformes radicales dans la société russe ont créé les conditions d'un renouveau des bibliothèques en Union Soviétique. L'incendie de la Bibliothèque de l'Académie des sciences à Saint-Petersbourg, l'état désastreux des bibliothèques du pays et, en particulier, la menace d'écroulement de la Bibliothèque Lénine à Moscou, appellent au changement radical. Stimulée par l'académicien D.S. Likhatchev, la profession s'éveille d'une longue apathie ; la glasnost permet de dénoncer enfin une situation catastrophique. Les associations de bibliothécaires créées dans les grandes villes ont pris les choses en main, se regroupant sur le plan régional et une structure pan-russe a été fondée (29-30/11/90 à Leningrad).

La Fédération des associations et des sociétés de bibliothécaires de toute la Russie travaille pour que les bibliothécaires puissent prendre des initiatives législatives et être représentés dans les instances administratives, pour qu'ils participent à la recherche scientifique et puissent défendre leurs intérêts sociaux et financiers.

La tâche la plus importante est cependant la contribution à l'évolution des mentalités sclérosées par la “ bibliothéconomie socialiste ”. Le journal du Ministère de la culture, “ *Bibliotekar* ”, est resté muet, par exemple, sur la

menace d'écroulement de la Bibliothèque Lénine, qui inquiète tous les spécialistes étrangers. Aussi les associations de Moscou et de Saint-Petersbourg ont-elles créé de nouveaux journaux indépendants.

La Fédération des Associations russes s'emploie à rompre l'isolement où sont restées si longtemps les bibliothèques russes ; des contacts ont été repris avec d'autres républiques soviétiques et avec plusieurs pays étrangers. L'expérience de l'intégration des bibliothèques de RDA à celles de RFA est suivie avec attention. Un projet de Centre d'Information en liaison avec l'American Library Association est en cours. Les éditeurs du “ *Novy Bibliotekar* ” indépendant souhaitent la coopération de la presse professionnelle étrangère. Mais, pour s'intégrer au réseau mondial, les bibliothécaires russes ont conscience qu'ils ont besoin de l'aide de l'IFLA.

“ La Renaissance des Associations des bibliothécaires des républiques baltes ” par Lauri Lepick (BN d'Estonie, Tallinn). C'est par l'attachement à leur langue que les peuples baltes ont maintenu leur identité et ont pu s'affirmer comme États indépendants après la Révolution de 1917. Les bibliothèques de ces États contribuèrent grandement à cette renaissance nationale. L'Association des bibliothécaires estoniens, créée en 1923, met

l'accent sur la formation. Bibliographie et Bibliothéconomie sont enseignées à l'Université de Tartou à partir de 1927, des manuels sont édités par l'Association, qui a rejoint l'IFLA en 1929. Elle publie un journal, “ *Bibliotekars* ”, jusqu'en 1937.

L'Association des bibliothécaires de Lithuanie, créée en 1931, rejoint l'IFLA en 1936 et, malgré le petit nombre de ses membres (49 en 1937), déploie une grande activité jusqu'en 1941.

Les bibliothèques baltes coopèrent activement : la première réunion officielle a eu lieu en 1924 à Riga, le 1^{er} congrès, en 1930 à Riga, compte 70 participants, dont 26 délégués baltes ; il crée un bureau permanent des pays baltes et édite une revue dans chacun des trois pays. La coopération internationale se développe avec le 2^e congrès (Tallinn, 1935) et le 3^e (Vilnius, 1938). L'invasion soviétique “ nettoie ” les bibliothèques. En Estonie, 10 à 20 millions de livres et 5 à 6 millions de périodiques sont détruits (environ le tiers de la production entre 1920 et 1940). Il en est de même dans les deux autres républiques. Les bibliothèques sont intégrées au système soviétique jusqu'à la perestroïka. On voit alors renaître les associations de bibliothécaires d'Estonie (juin 1988), de Lettonie et de Lithuanie (5 mai et 29 juin 1989), qui rejoignent l'IFLA.

Marie Avril, BN